

ÉTHIOPIE

ZIMBABWE

BOSTWANA

STATUTS
FÉMININS



MAGAZINE

Éthiopie : les leçons du coup du 16 mai 1989

PLUSIEURS mois après le complot visant à renverser le régime du président Menguistou Hailé-Mariam, nous ignorons toujours le déroulement exact des événements. Certes, Menguistou a donné sa version de ce coup manqué que les observateurs étrangers ont pu compléter sur de nombreux points, mais non contredire sur l'essentiel ; en effet, les informateurs qui pourraient nous en apprendre davantage — c'est-à-dire les acteurs du coup qui restent encore en vie, se cachent ou ont quitté l'Éthiopie — ont jusqu'ici gardé le silence. Ce relatif mystère entourant l'affaire du 16 mai a eu pour conséquence nombre d'affabulations, comme nous le verrons dans ces pages.

Le déroulement du coup

Ce mardi 16, le président Menguistou part en voyage officiel en RDA. En début d'après-midi, le chef de l'état-major, et le chef de

l'armée de l'air, le général Amha Desta, se rendent au cabinet du ministre de la Défense, le général Hailé-Giorgis Habté-Mariam. Ils sont alors accompagnés de Fanta Belay, ministre de l'Industrie et militaire aussi. Ils viennent sans aucune troupe. Lorsque le ministre de la Défense pénètre dans son bureau, il trouve donc deux généraux qui lui proposent de se joindre à leur complot. Au même instant, deux Mig survolent à basse altitude la capitale et deux hélicoptères au moins lâchent sur la ville des tracts, écrits en amharique et sur papier libre, sans aucune signature. Pour l'essentiel, le programme présenté dans ce tract se ramène aux points suivant :

- Faire la paix dans le Nord, c'est-à-dire trouver une solution négociée à la question érythréenne.
- Créer un gouvernement où toutes les forces nationales soient représentées. Seuls seraient exclus ceux qui s'opposeraient à ce coup.
- Notons enfin cette phrase : « Il faut que le peuple se réunisse pour

discuter et ne soit plus gouverné par les fusils ; les militaires seront d'accord sur ce point. »

Quel fut l'échange de paroles entre le ministre et les généraux, nous ne le saurons sans doute jamais. On peut de plus se demander s'ils sont alors vraiment rebelles, ces généraux qui se présentent seuls au ministère afin de parlementer ? Le ministre semble avoir néanmoins rejeté leur offre mais c'est l'intervention très rapide de la garde présidentielle qui met fin à cette curieuse négociation. Les trois hommes meurent lors de cette intervention musclée et, deux jours plus tard, on apprend l'arrestation de Fanta Belay qui avait réussi à se cacher dans un local du ministère. Selon les versions les plus vraisemblables les « rebelles » tirent sur le ministre juste avant d'être à leur tour abattus. On prétendra aussi qu'ils se sont suicidés.

Peu avant 16 heures, les événements qui se sont déroulés à l'intérieur du ministère se concrétisent à l'extérieur par la présence de plusieurs véhicules blindés ; les principales artères conduisant au ministère sont interdites à la circulation. A 20 heures, les rues de la capitale sont vides. Tout le monde rentre chez soi, davantage inquiet du silence de la ville et de la radio que de la présence de chars à quelques carrefours. Ce n'est qu'à 22 h 30 qu'un communiqué officiel est diffusé, annonçant qu'une tentative de coup d'état a échoué. Addis-Abeba apprend néanmoins dans la nuit que la Deuxième armée basée en Érythrée est entrée en rébellion, ainsi que la base aérienne de Debré-Zeit, à moins de cinquante kilomètres de la capitale. De fait, on apprend mercredi matin que des hommes de la Deuxième armée se sont emparés

de la radio d'Asmara et on les entend présenter un programme fort semblable à celui qui a été lâché sur Addis. En bref, on nous dit que la rébellion vient bien de la Deuxième armée et que l'intervention des deux généraux à Addis-Abeba s'inscrivait dans le même plan visant à abattre le régime de Mengouistou, à négocier une paix dans le Nord et à mettre en place un régime civil représentant toutes les forces nationales.

Alors que la nuit a été calme à Addis-Abeba, la matinée de mercredi s'ouvre par un tir nourri et continu, de 5 h à 5 h 30 autour de l'aéroport civil et surtout de l'ancien aéroport, maintenant base militaire. Ces tirs s'expliqueraient par une tentative d'atterrissage forcée de troupes venant d'Asmara. A 6 heures du matin, celles-ci sont en tout état de cause matées, ou détournées, et la population civile circule librement autour de cet aéroport qui n'est plus protégé que par un seul blindé, au milieu de la chaussée.

Radio Asmara, aux mains des rebelles, continue d'émettre le mercredi matin, alors que l'on annonce officiellement à Addis-Abeba le retour du Président pour la nuit. Celui-ci rentre en effet de RDA, peu après minuit, dans une ville qui n'a pas bougé. Ce n'est que le lundi suivant que les étudiants de l'université d'Addis-Abeba tentent pour la première fois d'exprimer leur opposition au régime au cri de « A mort Mengouistou ! » En province, nombre d'Éthiopiens croiront pourtant jusqu'à mercredi soir que le Président a été renversé. A l'écoute de radio Asmara, ils fêtent la fin de la dictature : on arrache quelques bannières révolutionnaires et quelques portraits de Mengouistou à Djimma et à Shéshémané ; on paie des tournées dans les bars.

Vendredi, à 20 heures, le Président fait une brève déclaration radio-télévisée. Il est en uniforme, très calme, sûr de lui, et pour une fois bref ; il se contente de rappeler que « quelques » officiers ont tenté de renverser le régime, de saboter la révolution, de vendre le pays aux sécessionnistes du nord et de prendre le pouvoir. L'argument implicite du Président tient en effet à l'accord apparemment établi entre les rebelles de la Deuxième armée et ceux du front érythréen. Celui-ci offre le mercredi un cessez-le-feu de 15 jours à la Deuxième armée de manière à ne pas entraver son action contre les autorités centrales. Le fait est d'ailleurs annoncé sur radio Asmara ; mais on ne sait pas par qui, par les rebelles ou par les loyalistes voulant ternir ceux-ci ? Le Président se félicite ensuite de la reprise en main de la situation, non seulement à Addis-Abeba mais aussi à Asmara où, précise-t-il, le commandant en chef de la Deuxième armée, le général Démessié Bulto, a été abattu. Effectivement la rébellion a été matée de l'intérieur, par le commandant en second de cette armée, le général Hussein Ahmed. Ce que ne précise pas le Président c'est que dans l'après-midi de ce même vendredi, lors de sa visite officielle à la base de Debré-Zeit, il a été fort mal reçu. Certes, les mutins se sont rendus et ont été abattus, mais le corps des officiers tint tête au Président. « Ce n'est pas à vous personnellement que nous nous en prenons, auraient-ils déclaré en substance, mais à votre régime, à votre entourage que nous avons porté au pouvoir mais qui ne nous représente plus. »

Le lendemain, 20 mai, une grande parade sur la place de la Révolution est l'occasion d'un nou-

veau discours du Président. Ce jour-là, tout comme la veille à la radio, il est modéré, se contentant de rappeler les acquis de la révolution, mais sans omettre aussi de souligner les graves problèmes du pays, en particulier la guerre d'Érythrée à laquelle il faut trouver une solution politique dans le cadre de la constitution de 1987 et du système d'autonomie accordée aux régions périphériques.

Le faux coup de théâtre du 5 juin

Trois semaines après la tentative de coup, l'Assemblée nationale — le *shengo* — se réunit en session extraordinaire de manière à entériner les propositions du Président et du conseil d'État. Devant une assemblée muette, Mengistu propose sans vergogne une solution négociée dans le nord. En bref, il se déclare prêt à des négociations sans préalable avec les fronts, et en présence d'observateurs étrangers. Ce qui est l'une des principales revendications du Front populaire de libération de l'Érythrée. Mengistu précise cependant le soir même du 5 juin, devant la presse et les diplomates, qu'il n'est pas question de négocier le principe d'unité nationale.

Certains ont pu voir dans cette offre de négociation la conséquence de la tentative du coup du 16 mai. Il n'en est rien puisque cette session et les décisions qui y ont été prises étaient connues bien avant le mois de mai. Cette concordance entre le régime et les rebelles qu'il venait de mater ne doit donc pas faire illusion. L'appel du 5 juin à la négociation n'est pas une réponse à l'armée. Il n'est pas non plus une garantie que d'autres

rebelles ne se lèvent à leur tour car il n'est plus guère d'Éthiopiens pour croire aux promesses d'un régime qui, maniant la carotte et le bâton, passe alternativement des propositions de paix aux offensives armées.

Si ce discours présidentiel a fait bonne impression sur les diplomates occidentaux il n'a en revanche pas touché ses concitoyens. Comment, en effet, Menguistou peut-il se présenter comme l'initiateur d'un plan de paix que son état-major lui présente depuis des années et que celui-ci vient tout récemment de payer de l'élimination de quelques-uns de ses meilleurs éléments ?

Les seules conséquences immédiates du coup manqué sont négatives. C'est d'abord, bien entendu, l'arrestation et l'exécution de nombreux officiers supérieurs ainsi que de civils ayant été dans leur confiance. Le chiffre de 400 est généralement avancé, mais sans preuve. S'en suit un profond remaniement de l'état-major où Menguistou place ceux qu'il espère être des fidèles. L'appareil politique reste en revanche inchangé pour l'essentiel. Quant à la population civile, craignant la répression et manquant surtout d'organisation, elle reste silencieuse. Seuls, on l'a vu, les étudiants de l'Université d'Addis-Abeba manifestent avec un certain courage dans la semaine du 22 au 26 mai. L'intervention de la police, très bien organisée sans être aussi violente qu'à l'époque d'Hailé-Sélassié, les fait rapidement réintégrer leurs classes.

En résumé, l'essentiel des conséquences de mai 1989 est d'avoir accru l'emprise du Président sur une armée dont il élimine les chefs de manière à en briser l'esprit de corps et l'indépendance. Qu'il ait

à long terme tort ou raison n'est sans doute pas la question qui le préoccupe aujourd'hui. Ayant de même annihilé toutes les autres institutions nationales — à l'exception de l'Église —, il demeure dans l'immédiat maître du jeu, initiant seul la politique nationale éthiopienne.

Les interprétations du 16 mai

Bien des questions relatives à ce coup manqué restent en suspens et conduisent à nombre d'interprétations qui méritent un rapide survol permettant de mesurer ensuite le caractère symptomatique de ces événements.

Certains ont d'abord affirmé que les rebelles agissaient au nom du nouvel « empereur », le fils d'Hailé-Sélassié, aujourd'hui installé en Grande-Bretagne ; il se pose en prétendant et il fit effectivement appel au soutien de l'armée, début avril 1989. Cette thèse, notamment présentée par *Le Figaro*, est absurde ; même au sein de ce qui reste de la vieille aristocratie, plus rien n'est attendu de la monarchie, et moins encore de ce prétendant que son père avait de plus déshérité. De ce point de vue, la révolution n'aura pas été vaine.

Les Soviétiques auraient donné carte blanche aux rebelles affirmant certains autres. Rien ne peut étayer cette thèse. Certes l'Union soviétique fait depuis plusieurs années pression sur le gouvernement éthiopien afin que celui-ci en vienne à une solution négociée du conflit érythréen. On ne voit cependant pas en quoi Moscou gagnerait à la chute de Menguistou qui aurait pour conséquence première un revirement d'alliance, puisque tous les opposants à Menguistou asso-

cient celui-ci à son parrain soviétique. Notons aussi la présence du Président en RDA et son retour sans précipitation à Addis-Abeba. Ces faits plaident en faveur d'un soutien de l'Allemagne de l'Est. A supposer que celle-ci était au fait du complot — ce qui est probable dans la mesure où elle a formé les services de renseignements éthiopiens au sein desquels elle reste implantée — elle aura contribué à le mater et il est vraisemblable qu'elle aura agi en la circonstance de concert avec Moscou qui, par sa présence militaire en Éthiopie, ne pouvait pas ignorer non plus ce qui se tramait. Au mieux, donc, l'Union soviétique aurait été au fait du complot — mais aurait laissé à Menguistou et à son allié allemand le soin de régler l'affaire à leur manière.

Une autre thèse fort populaire en Éthiopie est qu'il n'y a jamais eu de tentative de coup d'État, que tout a été monté par le Président de manière à éliminer les derniers de ses opposants au sein de l'état-major. La principale explication de cette thèse est la popularité des rebelles dont on comprend mal en Éthiopie la naïve tentative de négociation avec le ministre de la Défense. Tous ces militaires, pris en moins de 48 heures, sont des héros nationaux, des professionnels qui se sont battus sur les fronts de Somalie et d'Érythrée, il est difficile d'admettre qu'ils aient aussi mal préparé leur coup contre un Menguistou qui, lui, n'a jamais été un combattant.

Le tract du 16 mai dément cette thèse, et la police d'Addis-Abeba a tout fait pour qu'il disparaisse au plus vite de la circulation. Surtout, la réalité de la révolte d'une partie de la Deuxième armée et de l'armée de l'air demeure incontournable.

Reste que même si le coup n'a pas été une simple provocation, le régime peut en avoir prémédité la répression parce qu'il était informé du complot ; le Président aurait pris le risque de se rendre en RDA, laissant le champ libre à ses généraux de manière à les prendre ensuite sur le fait. Nous avons ainsi la thèse la plus probable d'un coup mal préparé, d'un coup dont le principe — mais non la date, les auteurs et les modalités exacts — était connu du régime. Le principe du coup n'était un secret pour personne. Non seulement l'expérience en avait été faite précédemment mais les exilés ne cessent d'en menacer le régime depuis plusieurs années, et elle a toujours eu pour origine l'armée du nord. Quant à l'imminence du coup — à défaut de sa date exacte — elle était un sujet de conversation courant dans la diaspora éthiopienne depuis des mois. Comment s'étonner, dans ces conditions, de ce que les services de renseignement éthiopiens aient été au courant de ce qui se préparait et que le temps de la surprise — le 16 mai autour de 15 heures — n'ait guère été long.

En somme, même si les militaires sont effectivement les mieux armés pour renverser le régime du président Menguistou il leur reste à développer une stratégie du coup d'État qui aille un peu plus loin que la présentation de doléance au ministre de la Défense, la distribution d'un tract insipide et anonyme et la diffusion d'un communiqué terne sur une radio de province.

Les leçons du 16 mai

Indépendamment de l'incapacité des officiers supérieurs éthiopiens à monter un coup d'État, l'échec du

16 mai révèle ou confirme plusieurs des traits majeurs du paysage politique éthiopien.

L'armée n'a jamais eu le pouvoir. Depuis 1974, et plus encore depuis 1977 lorsque Mengouistou s'impose définitivement sur le Conseil militaire administratif provisoire, ce sont des militaires qui tiennent l'essentiel des postes clés de l'appareil politique. Et ceci en dépit de toutes les apparences que ce régime se donnera au cours des années. Lorsque la Commission pour la fondation du Parti puis le Parti lui-même sont créés en 1980 et 1984 et qu'enfin est proclamée la République en 1987, nous retrouvons toujours la même faction au pouvoir, à savoir Mengouistou entouré de Legesse Asfaw, Fekré-Sélassié Wogderes, Berhanou Bayé, Fesseha Desta... Au cours de ce processus d'institutionnalisation nous avons donc toujours des militaires en position dominante, même si les nécessités économiques et bureaucratiques conduisent à l'entrée de quelques civils dans le système. Est-ce à dire que l'armée, en tant qu'institution, ait le pouvoir ? Il s'en faut de beaucoup.

D'une part, c'est contre cette armée, professionnelle et légitimiste, que la faction de Mengouistou s'est imposée. Issu de l'armée, mais en tant que rebelle à son ordre, le futur Président n'a eu de cesse de briser les cadres de cette institution dont il est pourtant le chef suprême. Notamment par le contrôle que le Parti des travailleurs éthiopiens exerce sur ces cadres, par l'imposition qui leur a été faite d'accepter l'enrôlement d'une milice populaire et d'un contingent qui s'avèrent davantage une charge qu'un soutien, par l'imposition d'un matériel soviétique peu apprécié, enfin et surtout par

l'imposition d'une guerre qu'ils savent vaine sur le front érythréen.

D'autre part, si les principales fonctions gouvernementales, dans la capitale comme en province, sont aux mains de militaires — qui ne portent d'ailleurs plus l'uniforme — l'appareil coercitif grâce auquel l'État exerce son autorité n'est pas l'armée mais le parti qui contrôle aussi bien l'administration que la justice et la police. L'État éthiopien, l'État impérial, était une réalité indépendante de l'armée ; il le demeure. Revendiquant d'ailleurs implicitement l'héritage impérial, la faction au pouvoir s'est littéralement moulée dans les cadres de l'ancien système ; c'est au reste ce procédé qui confère à cette faction sa relative légitimité et qui, du même coup, la contraint dans quelques-uns de ses choix politiques, vis-à-vis de l'Église et de l'unité nationale en particulier. Que ce régime soit aimé ou pas n'est pas la question — il ne cherche d'ailleurs pas à l'être — ; il représente la nation et force est de reconnaître qu'à la différence de la majorité des régimes africains, son administration est assurée de l'obéissance civile.

Cette distinction entre un régime militaire proprement dit et un régime tenu par des soldats en rupture de ban est au cœur des conflits opposant depuis 12 ans la faction de Mengouistou à l'état-major. Elle se reflète tout particulièrement depuis 18 mois, dans les divergences de vue quand à la politique à suivre sur le front d'Érythrée et du Tigré. Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que se pose régulièrement la question du rôle que cette armée doit jouer : est-elle au service du pays ou du Conseil qui en a pris la direction en son nom ? C'est la question que

pose le tract du 16 mai : « *Dans notre région du nord la guerre qui nous oppose entre Éthiopiens, au lieu d'être une affaire nationale est devenue une affaire personnelle [de Menguistou].* » Et un peu plus loin : « *Pour nous, les militaires, il est grand temps de choisir entre Menguistou et l'Éthiopie.* »

Les militaires, entendons ici les combattants, ne veulent plus de cette confusion entre l'armée et le régime. Car, pour eux et ainsi qu'ils l'auraient fait savoir au président lors de sa visite à la base de Debré-Zeit, le 19 mai, le régime qu'ils ont contribué à mettre en place en 1974, et dont les hommes sortent de leurs rangs, les a trahis.

Le Président n'est pas seul. Bien que ne représentant manifestement plus l'institution militaire, Menguistou n'est pas seul. Depuis novembre 1974, lorsqu'une cinquantaine de personnalités de l'ancien régime sont exécutées dans les sous-sols du palais sur l'ordre de Menguistou, il est d'usage d'affirmer que dans tous les coups durs c'est toujours lui qui prend l'initiative de la répression, exécutant parfois lui-même ses adversaires. La manière dont les 16 et 17 mai sa police a brisé la tentative de coup prouve pour une fois le contraire. Menguistou absent, tout s'est pourtant déroulé comme s'il avait été présent. C'est qu'il a des services d'information et une garde fidèles, mais aussi que son administration lui obéit peu ou prou. Non seulement les choses étaient en ordre lorsque le Président rentrait de RDA mais il ne s'est même pas rendu à Asmara régler ses comptes avec l'état-major. Cela ne veut pas dire pour autant que les auteurs du contrecoup, au sein de la Deuxième armée, soient des inconditionnels du régime. En

l'occurrence ils ont tout simplement été légitimistes, davantage animés par la crainte de faire un trop beau cadeau aux sécessionnistes érythréens que par une estime particulière pour leur Président.

Il n'y a pas de front d'opposition. Troisième leçon de ce coup, la passivité de la population civile qui, à l'exception des étudiants, n'a pas bougé. Cette passivité s'explique par la peur, par l'absence de tout front d'opposition, par les traditions d'une société rurale qui est toujours restée à l'écart des luttes politiques, et par l'emprise du Parti sur toute la population.

Il n'y a pas seulement la peur, celle du régime comme celle du chaos qui suivrait sa chute. Non, cette passivité tient pour l'essentiel à ce que le régime a détruit tous les corps susceptibles de représenter un secteur quelconque de la nation. Mise à part l'Église orthodoxe nationale qui n'a pas été touchée — mais elle a toujours été légitimiste — il n'est plus un ensemble — professionnel, ethnique, régional... — qui puisse se manifester librement puisque tous ont été placés sous la tutelle du Parti ou des organisations de masse : associations de paysans, de femmes, de jeunes, de journalistes, d'avocats, de médecins... Cette passivité tient aussi au fait que l'opposition en exil est dans un tel état de division que bien peu d'Éthiopiens croient à ses promesses. On reproche aux exilés l'incapacité de s'entendre ainsi que leur oubli bien rapide des réalités nationales. Bien entendu, tout comme dans le tract du 16 mai, l'opposition en exil manifeste le souhait d'un gouvernement d'union nationale et elle accepte parfois même l'alliance tactique avec les sécessionnistes ainsi que le montre, depuis deux ans, le

nombre d'accords signés entre rebelles érythréens, tigré ou oromo et les rebelles nationalistes, notamment les Officiers libres. Cela n'a pourtant jamais abouti à un front commun ; or si un tel front ne peut se constituer à l'extérieur, il est bien compréhensible que la population nationale reste sceptique quant à la représentativité de ceux qui se présentent comme ses libérateurs potentiels.

En conséquence, et fort d'une tradition réservant l'exercice du pouvoir à une classe de chefs de guerre conseillés de quelques intellectuels, chacun reste chez soi et laisse aux ambitieux le soin de régler leurs affaires entre eux. Que le meilleur gagne et l'on obéira.

Le principe de l'unité nationale reste intangible. La volonté d'éliminer Menguistou s'explique moins par la politique économique pourtant désastreuse du régime que par sa politique nationale. Depuis la révolution l'affaire d'Érythrée est davantage au cœur de toutes les crises du régime que la famine néanmoins récurrente et autrement plus mortelle. Cette affaire avait divisé l'Empire ; elle a divisé la gauche civile pendant les trois premières années de la révolution ; elle divise aujourd'hui les militaires. Ce n'est pas que le principe d'unité nationale soit remis en cause, mais parce que les moyens employés pour la garantir, à savoir la guerre, représentent la moitié du budget de l'État et ruinent le pays. En mai dernier, les chefs rebelles de la Deuxième armée n'ont certainement pas voulu abandonner l'Érythrée ainsi qu'on les en accusera mais ils ont voulu y trouver une autre solution que militaire. Ils ont dans ce but accepté le soutien tactique du FPPE — un cessez-le-feu de deux semaines — et c'est

l'une des raisons qui leur a fait perdre le soutien d'une partie de leurs troupes qui en moins de deux jours se rallient au chefs légitimistes.

La leçon est double. D'un côté, si le combat des Érythréens a toujours été un catalyseur de la vie politique éthiopienne, il demeure sans issue quant à la question de l'indépendance de cette région. Tous les prétendants au pouvoir central ont donné leur accord au principe de la libre détermination du peuple érythréen ; oui, mais à condition que le combat de la province septentrionale serve à renverser d'abord le régime en place de manière à ouvrir ensuite le dialogue avec les sécessionnistes. D'un autre côté, même si Menguistou a sur le fond raison de proposer la négociation aux Érythréens, il n'est plus un interlocuteur crédible depuis qu'il a éliminé ceux qui voulaient prendre l'initiative de cette négociation.

Je dirais, en résumé, que le sort ultime de l'Érythrée n'intéresse ni le pouvoir en place ni les adversaires. De longue date, les dés en ont été jetés : l'Érythrée restera éthiopienne. Le pouvoir, en revanche, reviendra à celui qui saura garantir ce principe d'unité dans la paix et la réconciliation nationale. Là, les jeux sont loin d'être faits entre l'armée et la faction de Menguistou, entre l'exécuteur des basses œuvres et le Président qui veut seul sortir vainqueur de l'épreuve.

De ce point de vue, Menguistou est très exactement dans la position de tous ses prédécesseurs monarques qui n'ont jamais eu trop de temps à consacrer à l'unité nationale ni du même coup au bien-être de leurs sujets.

Jacques Bureau
Août 1989